



République Française
Département du GARD
Commune de GÉNÉRAC

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°69/2026

PERMISSION TEMPORAIRE DE VOIRIE AVEC REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION

Le Maire de la commune de GÉNÉRAC

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 à L.2213-6 et L.2333-84 ;
- **Vu** le Code de la voirie routière ;
- **Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28 et R.417-10 ;
- **Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;
- **Vu** le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 ;
- **Vu** l'instruction interministérielle en date du 22 octobre 1963 portant sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°30.20201218-007 en date du 18/12/2020 portant agrément de la fourrière SARL LE BRASINVERT – quartier de Senebier – route D38C – 13 460 LES SAINTES MARIE DE LA MER,
- **Vu** convention pour le service de fourrière automobile municipale sur le territoire de Générac en date du 14/03/2025,
- **Vu** l'arrêté en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière modifiée ;
- **Vu** la délibération n°76/2025 en date du 06 décembre 2025 portant tarifs applicables par la commune,
- **Vu** l'avis de la direction des services techniques,
- **Vu** la demande de l'entreprise **DEBELEC BEZOUCE sise chemin de Roquetaillade – 30 320 BEZOUCE** en date du 16/06/2026, portant demande d'autorisation d'occupation du domaine public communal afin d'effectuer des travaux de terrassement et raccordement ENEDIS, rue des Agaoux.
- *Considérant* la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules rue des Agaoux afin d'assurer le bon déroulement de ce chantier.

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise **DEBELEC BEZOUCE** est autorisée à occuper le domaine public communal afin d'effectuer des travaux de terrassement et raccordement ENEDIS, **2 bis rue des Agaoux, du 15 juillet 2026 au 31 juillet 2026 inclus**, de 07h00 à 18h00.

Article 2 : A cette occasion, du 15/07/2026 au 31/07/2026, de 07h00 à 18h00, la **circulation des véhicules sera interdite**, rue des Agaoux, du carrefour avec l'avenue Jean Aurillon jusqu'au carrefour de la rue des Oliviers.

A la fin de chaque journée, dès l'achèvement des travaux, la circulation des véhicules devra être rétablie dans les 2 sens.

Article 3 : Du 15/07/2026 au 31/07/2026, de 07h00 à 18h00, le stationnement des véhicules sera interdit, sauf pour les véhicules de l'entreprise **DEBELEC BEZOUCE**:

- Rue des Agaux, du carrefour avec l'avenue Jean Aurillon jusqu'au carrefour de la rue des Oliviers.

Article 4 : L'entreprise **DEBELEC BEZOUCE** sera chargée, **au moins 48h avant, de la mise en place de la signalisation réglementaire et de l'affichage du présent arrêté**, de jour et nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation. Le chantier sera signalé par des panneaux type AK5 (travaux), BK6 (stationnement interdit), KC1 (route barrée), KD22 (déviation), voir plan en annexe.

Une déviation sera mise en place et signalée à l'attention des automobilistes de la façon suivante :

- **Dans le sens Beauvoisin – Nîmes :** rue Emile Bilhau, avenue Jean Aurillon, rue des Chenevières, route de Nîmes.
- **Dans le sens Nîmes – Beauvoisin :** route de Nîmes, Grand'rue, rue Emile Bilhau.

Article 5 : La signalisation mise en place sera de la gamme normale et rétro réfléchissante. Le port d'un gilet de signalisation de classe 2 ou 3 est obligatoire pour le personnel travaillant sur le chantier. Les signaux mis en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles, gravillons...).

Article 6 : Pendant la durée des travaux et en dehors des jours et horaires mentionnés dans l'article 1, l'entreprise **DEBELEC BEZOUCE** devra protéger les tranchées ouvertes contre tout risque de chute par la pose de panneaux de type « HERAS » de chaque côté des tranchées verrouillés entre eux à l'aide de colliers vissés ou des séparateurs de chaussée. L'emprise des travaux devra être fermée et strictement interdite au public. A défaut, les tranchées devront être entièrement remblayées.

Article 7 : Le permissionnaire fera de son affaire des déblais de chantier provenant des travaux afin d'assurer leur recyclage dans des sites appropriés. A la fin de chaque journée de travail, le matériel de chantier sera entreposé hors des emprises de la chaussée.

Article 8 : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de remettre en état, à ses frais, la chaussée ou le trottoir affecté par les travaux, **à l'identique de l'existant**.

Il demeure **responsable pendant une durée d'un an** à compter de la fin des travaux de toute dégradation résultant de son intervention et s'engage à effectuer, le cas échéant, les réparations nécessaires sur demande de la collectivité.

Article 9 : L'entreprise devra prévenir par téléphone la police municipale au 04 49 29 59 34 le jour où cette signalisation sera posée.

Article 10 : La personne responsable du chantier qui pourra être appelée de jour comme de nuit y compris le week-end et les jours fériés, pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :

Agent de permanence : 06 12 67 15 56

Article 11 : La validité de l'autorisation de commencement des travaux est subordonnée à la notification du présent arrêté au pétitionnaire et à l'acquiescement par celui-ci de la redevance d'occupation du domaine public correspondante précisée à l'article 12 du présent arrêté. La date limite de validité de ladite autorisation est le 31/07/2026. Au-delà de cette date, elle sera considérée comme nulle et devra obligatoirement faire l'objet d'une démarche écrite de renouvellement.

Article 12 : En application de la délibération n°76/2025 en date du 06/12/2025, le pétitionnaire n'est redevable d'aucune redevance d'occupation du domaine public, les travaux réalisés étant d'intérêt général.

Article 13 : La présente autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable du 15/07/2026 au 31/07/2026 inclus. Elle peut être retirée à tout moment notamment pour inobservation des conditions imposées à l'occupant, notamment en matière de sécurité, de tranquillité et de salubrité publiques. Le retrait de la présente permission de voirie entraîne pour son bénéficiaire une remise en état initial du site dans les plus brefs délais.

Article 14 : La propreté du site et des abords devra être maintenue pendant et après achèvement des travaux. Toute dégradation du domaine public fera l'objet d'une remise en état immédiate aux frais du permissionnaire. Le bénéficiaire de l'autorisation est seul responsable des accidents et dommages occasionnés par ses biens vis-à-vis des tiers.

Article 15 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 16 : Tout véhicule ne respectant pas les prescriptions du présent arrêté, pendant les jours et horaires indiqués aux articles précédents, pourra être enlevé par la fourrière agréée. Les frais d'enlèvement et de gardiennage seront alors à la charge du contrevenant.

Article 17 :

- Monsieur le Maire,
- Monsieur le responsable de la police municipale de Générac,
- L'entreprise **DEBELEC BEZOUCE**,
- Madame la Directrice Générale des Services,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise **DEBELEC BEZOUCE**.

Fait à GÉNÉRAC, le 23 juin 2026

Le Maire,

Frédéric TOUZELLIER



ACTE RENDU EXÉCUTOIRE

Affiché en Mairie et sur les lieux concernés le

Transmis au contrôle de légalité le

Monsieur le Maire de la Ville de Générac informe que la présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire,
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (ce refus étant constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux pendant un délai de deux mois).

ANNEXE DEVIATIONS

